

Arras, le 28 JUL. 2016

4 | SSRC
DTF

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
PÔLE AMÉNAGEMENT DURABLE

Direction de la Mobilité
et des Transports

Service Mobilité

Dossier suivi par :

Pierre NICOLLE

Tél : 03.21.21.51.95

nicolle.pierre@pasdecals.fr

Monsieur Philippe LALART
Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer
Service sécurité risques et crises
62 Boulevard de Belfort
CS 90007
59042 LILLE CEDEX

Objet : Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) de GRAVELINES, OYE-PLAGE et
GRAND-FORT-PHILIPPE

V : Réf : votre courrier ddtm-ssrc@nord.gouv.fr en date du 3 mai 2016

Monsieur le Directeur Départemental,

Par courrier cité en référence, vous avez bien voulu me transmettre pour avis le dossier du Plan de Prévention des Risques Littoraux de OYE-PLAGE, GRAVELINES et GRAND-FORT-PHILIPPE ayant été prescrit le 13 septembre 2011 par arrêté inter-préfectoral puis re-prescrit le 17 décembre 2015 à l'échelle du bassin de risque.

Après consultation et avis des membres de la 5^{ème} commission « renforcer l'équité territoriale » en date du 12 juillet 2016, le Département émet un avis favorable assorti de quelques réserves liées aux infrastructures (RD 940 et véloroute du littoral).

Vous trouverez- en annexe, le projet de délibération qui sera soumis à la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 5 septembre 2016.

Je vous adresserai donc en temps utile la délibération entérinant l'avis du Département sur le Plan de Prévention des Risques Littoraux couvrant les territoires des communes de OYE-PLAGE, GRAVELINES et GRAND-FORT-PHILIPPE.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur Départemental, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président du Conseil départemental


Michel DAGBERT

SSRC 584	
Le : 09 AOÛT 2016	
chef de serv.	SIR
Adjoint	PPR
Secrétariat	SCR
	ER
	C Ramdani
/	Pour info
○	Pour SAD
×	Eléments de réponse
⊗	Projet de réponse
⊙	Agenda

DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Aménagement Durable
Direction de la Mobilité et des Transports
Service Mobilité

RAPPORT N°0

Territoire(s): Calaisis

Canton(s): MARCK

EPCI(s): C. de Com. de la Région d'Audruicq

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

REUNION DU 5 SEPTEMBRE 2016

AVIS DU DÉPARTEMENT SUR LE PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES LITTORAUX (PPRL) DE GRAVELINES À OYE-PLAGE

Le Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL) de Gravelines à Oye-Plage est soumis de mai à juin 2016 à l'avis des conseils municipaux des communes concernées et des assemblées délibérantes des établissements de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme (Schéma de Cohérence Territoriale, Plans Locaux d'Urbanisme), du Conseil Régional et du Conseil départemental. Dans ce cadre, sont également consultés la Chambre d'Agriculture et l'Office National de la Propriété Forestière.

Ce plan a été prescrit par arrêté inter-préfectoral du 13 septembre 2011, puis re-prescrit par arrêté préfectoral du 17 décembre 2015.

Le risque traité est le risque d'inondation par submersion marine.

Le périmètre de prescription comporte les communes suivantes :

- dans le Département du Nord : Gravelines, Grand-Fort-Philippe ;
- dans le Département du Pas de Calais : Oye-Plage.

Le dossier du PPRL comporte, outre les documents graphiques, la note de présentation, le règlement et le bilan de la concertation.

La note de présentation précise les raisons de la prescription du PPRL, les phénomènes naturels connus et étudiés, la méthode de détermination des aléas, la cartographie des aléas, les enjeux, les objectifs recherchés pour la prévention des risques, le choix du zonage et des mesures réglementaires répondant à ces objectifs.

Le règlement précise les règles s'appliquant à chacune des zones délimitées par le zonage réglementaire. Il définit ainsi les conditions de réalisation de tout projet, les mesures de prévention, de protection, et de sauvegarde qui incombent aux particuliers ou aux collectivités, mais aussi les mesures applicables aux biens et activités existants

Le PPRL est élaboré dans le cadre d'une large concertation, notamment avec les communes concernées, les services institutionnels et les associations.

La concertation a plusieurs objectifs dont :

- l'information des élus locaux ;
- la prise en compte de leur avis ;
- les commentaires et les spécificités dans le cadre de l'étude et de l'élaboration des documents réglementaires.

Chaque remarque est exploitée et, le cas échéant, reprise pour affiner les documents d'étude.

La cartographie de l'aléa de référence du PPRL reprend les résultats obtenus dans le cadre de l'étude régionale des aléas de submersion marine et intègre les deux scénarios modélisés :

- L'aléa centennal dit "de référence" qui intègre une première partie de la hausse du niveau marin provoquée par le changement climatique, soit 20 cm ;
- L'aléa centennal dit "à l'horizon 2100", qui intègre la totalité de la hausse du niveau marin provoquée par le changement climatique d'ici à la fin du siècle, soit 60 cm.

En matière d'inondation par submersion marine, les enjeux sont les personnes, biens et activités exposés à l'aléa de référence du PPRL. On distingue, en particulier, les zones actuellement urbanisées et les zones naturelles.

Le zonage réglementaire est obtenu par croisement de la carte de l'aléa et de la carte des enjeux du PPRL. L'objectif du zonage réglementaire est d'informer sur les risques encourus, et d'identifier des zones homogènes pour lesquelles le règlement précise les conditions de réalisation, d'utilisation et d'exploitation des projets et édicte des mesures de réduction de la vulnérabilité et de prévention, de protection et de sauvegarde

La réglementation porte essentiellement sur l'urbanisme mais des prescriptions affectent les Etablissements Recevant du Public, les infrastructures, les parkings : les différents services du Département ont été consultés

Il ressort que pour les infrastructures routières, le règlement n'impacte pas le réseau existant mais il serait opportun d'engager des réflexions pour le maintien hors d'eau pour certaines communications et revoir à l'aune de ce document la conception de la Véloroute Voie Verte dont la faisabilité ne semble pas remise en cause au regard de l'article II.2.3.3.4 du règlement.

Par ailleurs, le Département est engagé, via le Syndicat Mixte EDEN 62 à la gestion du site du Platier d'Oye, propriété du Conservatoire du Littoral.

Le Syndicat Mixte EDEN 62 et le Conservatoire du Littoral ont été associés aux réunions de concertation ; toutefois il paraît utile de rappeler que les services de l'Etat en charge de la concertation prennent l'attache de ces structures pour confirmer que les mesures de protection du public sont effectivement prises en compte (en particulier pour les réalisations récentes du platelage et de l'observatoire).

Il est donc proposé d'émettre un avis favorable sur l'ensemble des documents constituant le projet du PPRL de Gravelines à Oye-Plage et de transmettre l'ensemble des remarques à Monsieur Le Préfet du Nord

La 5^{ème} Commission « Renforcer l'Equité Territoriale », a émis un avis favorable sur ce Plan de Prévention des Risques Littoraux de GRAVELINES à OYE-PLAGE, lors de sa réunion du 12 juillet 2016.

Il convient de statuer sur cette affaire et, le cas échéant, d'émettre un avis favorable sur le Plan de Prévention des Risques Littoraux de GRAVELINES à OYE-PLAGE, selon les modalités reprises au présent rapport et conformément aux documents joints.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

Michel DAGBERT